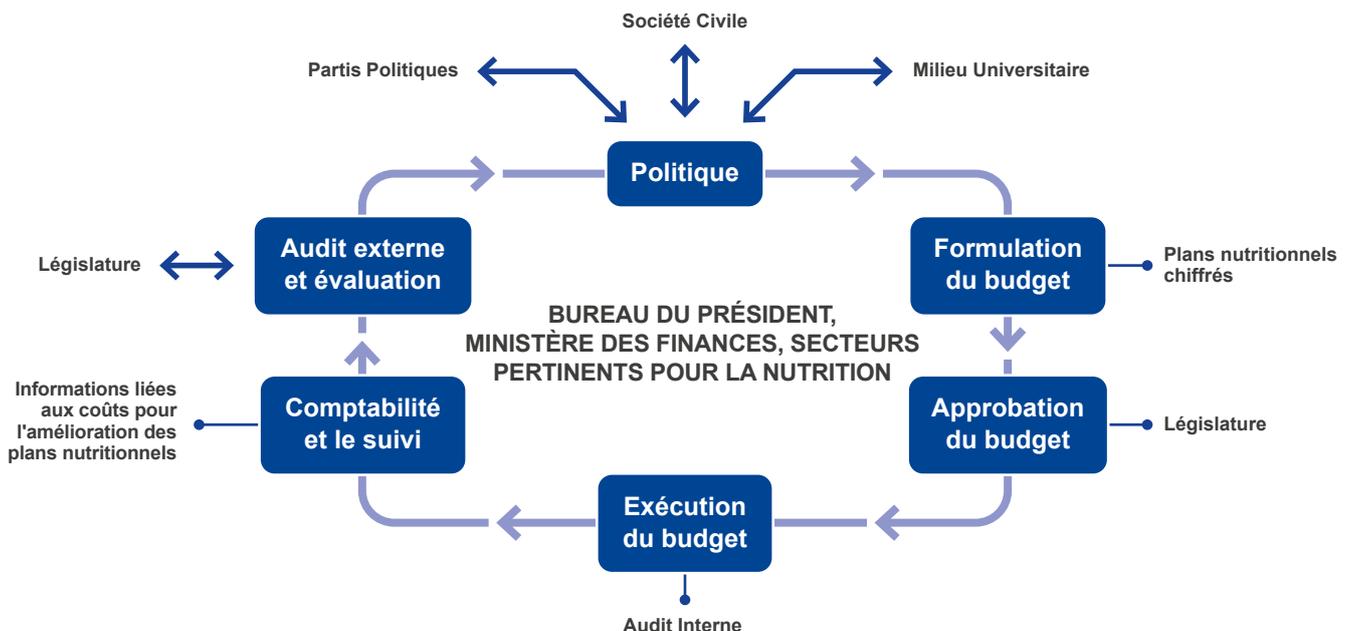




# L'APPROCHE DU FINANCEMENT PUBLIC POUR LA NUTRITION

## Introduction à la gestion des finances publiques



La gestion des finances publiques (GFP) désigne un ensemble de règles, d'institutions, de politiques, de démarches et de pratiques utilisées par les pouvoirs publics pour planifier, mobiliser des ressources, budgétiser, exécuter, contrôler, soumettre à audit et évaluer les dépenses publiques. Son objectif principal est de veiller à ce que les ressources publiques soient octroyées et dépensées de manière efficace, transparente et responsable. Dans le cadre d'un système de GFP, le budget d'un État est approuvé et mis en œuvre au cours d'un cycle annuel comprenant six phases (voir figure). Un système intégré d'information sur la gestion financière

sert généralement à la gestion électronique des opérations budgétaires au cours du cycle budgétaire.

La nature multisectorielle des politiques nutritionnelles exige que les parties prenantes collaborent pour veiller à la bonne répartition des fonds et à l'exécution correcte des programmes, conformément aux objectifs de la politique. Les parties prenantes sont notamment les ministères des finances, du budget, de la planification, les ministères de tutelle, les organismes publics, l'administration locale ainsi que les plateformes de coordination.

## Pourquoi la gestion des finances publiques est-elle importante pour la nutrition?

De nombreux pouvoirs publics accordent la priorité à la nutrition dans leur politique et leurs plans nationaux, mais peinent à traduire les objectifs en résultats. Cela est souvent dû à une mobilisation limitée ou à une répartition inadéquate des ressources, ainsi qu'à un manque d'efficacité dans l'exécution du budget consacré à la nutrition.

Des finances publiques adaptées à la nutrition sont essentielles pour garantir la réalisation des objectifs de la politique nutritionnelle. Dans ce but, il convient de suivre une série de principes et d'approches: i) les objectifs de la politique nutritionnelle sont clairement définis et articulés avec les politiques sectorielles pertinentes (santé, éducation, agriculture, etc.); ii) le budget de la politique nutritionnelle est multisectoriel

par nature, tous les secteurs concernés coopérant à la préparation et à l'exécution du budget; iii) si une budgétisation des programmes ou des performances est en place, on peut formuler les interventions nutritionnelles en conséquence, en associant les résultats au budget octroyé; iv) un système de suivi efficace permet de contrôler les dépenses, permettant ainsi aux décideurs d'identifier les défis et les contraintes et de prendre des décisions fondées sur des données probantes; iv) garantir la responsabilité et la transparence des dépenses publiques en matière de nutrition favorise la confiance du public dans les efforts des pouvoirs publics pour relever les défis nutritionnels, tout en renforçant la coopération avec le secteur privé et les partenaires de développement.

## Changements clés nécessaires pour une évolution du «financement public pour la nutrition»

L'approche du Financement public pour la nutrition est axée sur i) l'augmentation de la mobilisation/disponibilité des revenus pour la nutrition; et ii) l'amélioration de la qualité et de la visibilité des dépenses publiques liées à la nutrition. L'administration centrale et les collectivités locales doivent s'engager dans ce processus à travers leurs politiques de finances publiques, budgétaires et de décentralisation.

**Augmentation des recettes pour la nutrition.** Cet objectif peut être atteint grâce à des politiques fiscales progressives qui s'attaquent aux disparités et à la pauvreté, ainsi qu'à une administration fiscale performante. Les politiques budgétaires peuvent servir à encourager des comportements alimentaires plus sains et à décourager la consommation d'aliments malsains.

## Mesures envisageables par les pouvoirs publics

Afin de faciliter les changements clés (voir plus haut), les pouvoirs publics peuvent intervenir par le biais de politiques, d'analyses et de stratégies financières.

### Mesures politiques

- **Les subventions et les incitations** peuvent jouer un rôle important dans l'établissement des modèles de production et de consommation alimentaire d'un pays. Parmi les mesures possibles figurent la mise en place d'un cadre d'incitation efficace et performant ou l'ajustement des incitations existantes pour générer et réorienter les dépenses d'investissement ou la réaffectation, par exemple, des subventions agricoles à des activités ayant un impact plus élevé sur les résultats nutritionnels.
- **Les taxes sur le sucre** sont un exemple de mesure qui peut contribuer à améliorer les habitudes alimentaires, à réduire les taux d'obésité et de maladies associées, et donc les coûts des soins de santé, tout en générant des revenus supplémentaires.
- **Les mesures de protection sociale** telles que les pensions sociales, les programmes de transferts monétaires ainsi que l'aide à la santé maternelle et infantile peuvent s'attaquer aux facteurs qui limitent l'accès des populations vulnérables aux aliments nutritifs.

### Travaux analytiques

- **L'évaluation des coûts des plans de nutrition** est cruciale pour une prise de décisions éclairée, une répartition efficace des ressources, une planification budgétaire performante et la réalisation des objectifs en matière d'orientation. Elle permet aux dirigeants d'optimiser l'exploitation des ressources et d'œuvrer à améliorer la nutrition de la population.

Une autre option possible consiste à mobiliser des fonds auprès du secteur privé, des organismes donateurs et des banques multilatérales pour compléter les financements publics.

**L'amélioration de la qualité et de la visibilité des dépenses publiques** en matière de nutrition est essentielle pour optimiser les résultats nutritionnels obtenus avec les ressources disponibles, tout en garantissant l'adhésion du public. Cela exige de privilégier les dépenses spécifiques et sensibles à la nutrition qui ciblent les populations vulnérables sur le plan nutritionnel. Des mécanismes appropriés d'étiquetage des dépenses permettent une plus grande transparence des dépenses en matière de nutrition, tout en améliorant la communication entre les parties prenantes sur les résultats et l'utilisation des fonds publics.

- **Le suivi du budget nutrition**, doublé de plans et d'actions prioritaires, augmente et automatise la visibilité des dépenses liées à la nutrition. Cela permet aux pouvoirs publics de faire des choix éclairés sur les dépenses en nutrition, ainsi que d'encourager la responsabilité publique et la participation de la société civile. **Les examens des dépenses publiques** évaluent la performance et l'efficacité des dépenses publiques en nutrition par rapport aux résultats des politiques. **L'analyse budgétaire se penche sur la répartition et la dépense des fonds** consacrés à la nutrition dans les différents secteurs et au fil du temps. **Les enquêtes de suivi des dépenses publiques** contrôlent le flux de fonds publics vers les points de prestation de services publics, afin d'identifier les fuites potentielles ou la mauvaise affectation des fonds.

### Financement

- Il convient que la stratégie de mobilisation des ressources financières nationales et extérieures englobe différentes approches pour les sources de financement suivantes: (i) publiques internationales (coopération bilatérale et multilatérale au développement et financement climatique); (ii) privées, nationales et internationales. Cela pourrait impliquer **d'organiser des événements** tels que des activités de mise en réseau à des fins d'investissement d'impact ou des tables rondes avec les partenaires du développement.
- Promouvoir les **partenariats public-privé (PPP)**: le financement public peut servir à impliquer le secteur privé dans des initiatives liées à la nutrition, à l'aide de méthodes de financement innovantes (financement mixte, garanties publiques, financement par fonds propres). Les domaines actuellement explorés se concentrent sur le financement public des intermédiaires financiers qui, à leur tour, fournissent des fonds aux petites exploitations agricoles, aux coopératives et à d'autres initiatives du secteur privé.

## C4N soutient les pays du programme «Scaling Up Nutrition» (SUN)

Tous les pays SUN peuvent demander une assistance technique et un renforcement des capacités sur mesure et à la demande, en étroite collaboration avec les centres régionaux SUN. Le soutien de [C4N](#) se concentre sur deux sujets:

- les finances publiques pour la nutrition
- la transformation des systèmes alimentaires pour la nutrition.

### Contact

C4N-SUN@giz.de

### Durée

01/2023-04/2026

### Publié par

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

### Sièges sociaux

Bonn and Eschborn, Germany

### Programme

Knowledge for Nutrition ([K4N](#))

Friedrich-Ebert-Allee 36

53111 Bonn

[GIZ](#)

### Contact

Waqas Malik, [waqas.malik@giz.de](mailto:waqas.malik@giz.de)

Le programme est cofinancé par l'Union européenne (UE) et par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et mis en œuvre par la GIZ.

La GIZ est responsable du contenu de la présente publication.

### Date du manuscrit

Août 2023, Bruxelles